Luc Forlivesi, Georges-François Pottier, Sophie Chassat, [dir.], Éduquer et punir. La colonie agricole pénitentiaire de Mettray (1839-1937)

David Niget

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/2583>

DOI : 10.4000/rhei.2583

ISBN : 978-2-7535-1648-9

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2007

Pagination : 251-254

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

David Niget, « Luc Forlivesi, Georges-François Pottier, Sophie Chassat, [dir.], Éduquer et punir. La colonie agricole pénitentiaire de Mettray (1839-1937) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 9 | 2007, mis en ligne le 23 janvier 2009, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/2583> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.2583>

Luc Forlivesi, Georges-François Pottier, Sophie Chassat, [dir.]
Éduquer et punir. La colonie agricole pénitentiaire de Mettray (1839-1937)
 Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, 255 p.

Comme tout mythe, Mettray tire son éclat tout autant de sa gloire que de ses heures sombres. Aînée des institutions de correction pour mineurs délinquants, ouvrant en 1839, la colonie agricole et pénitentiaire de Mettray n'a pas fêté son centenaire, emportée en 1937 par la campagne de presse contre les « bagnes de gosses ». Lors de ce quasi-siècle, 17.000 jeunes garçons incorrigibles, âgés de 6 à 21 ans, y font l'expérience de la « douce violence » du redressement. Institution-phare du XIX^{ème} siècle, dont le rayonnement est international, elle entend mettre en œuvre un idéal philanthropique : « Sauver la terre par le colon et le colon par la terre. » Le travail règle les heures et les corps. La formation scolaire et professionnelle, procurée alors que l'obligation républicaine n'est pas encore de mise, doit cependant rester conforme à la modeste position sociale des détenus. L'environnement moral et religieux est sévère, favorable à la rédemption des âmes. L'organisation de l'espace et du groupe – les jeunes étant répartis en « familles » de 30 à 40 individus – puise chez les pédagogues du temps son inspiration. Face à son double cellulaire pathogène, la Petite Roquette, Mettray fait rapidement figure d'institution progressiste, emportant l'adhésion générale au modèle agricole dès 1850.

Malgré tout, le carcéral gangrène ces institutions dont Michel Foucault, à la suite des travaux d'Erving Goffman, a bien identifié le caractère total. Le jeune détenu, enserré dans des dispositifs disciplinaires subtils, est réduit au silence ou contraint à la révolte.⁽¹⁾ En crise récurrente, l'institution traverse difficilement le temps de la III^{ème} République. Elle est la première cible des journalistes, subit de fréquentes attaques politiques. Elle pâtit de l'impéritie d'un personnel sans qualité dans les années 1920, vétérans des tranchées avinés et brutaux.⁽²⁾ Elle ne prend pas la mesure de la révolution scolaire républicaine et ne relève pas le défi de la formation professionnelle des jeunes. Paradoxalement, Mettray disparaît en pleine tourmente médiatique, au moment où ces institutions correctionnelles tentent de s'adapter à la nouvelle économie judiciaire issue de la loi de 1912 et à un regard social plus compréhensif envers la jeu-

(1) Michel Foucault,
Surveiller et punir. Naissance de la prison, Paris, Gallimard, 1975, 318 p., et spécialement le chapitre conclusif intitulé « Le carcéral », dans lequel Mettray incarne l'achèvement du système ; Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1968, 447 p.

(2) Éric Pierre,
 « Mettray dans les années 1920 », in Raoul Léger, *La colonie agricole pénitentiaire de Mettray. Souvenirs d'un colon, 1922-1927*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 127-151.

nesse en difficulté, contradiction que met en perspective Jean-Jacques Yvoret dans le tableau historique qu'il brosse en introduction de ce volume.

Ainsi, Mettray suscite une multiplicité de points de vue et d'appropriations, comme en témoigne la richesse de cet ouvrage, dont certains textes sont issus d'un colloque tenu en 2004 à Tours. Archivistes, philosophes, acteurs associatifs, historiens de l'art et de l'architecture, généalogistes, éducateurs, et enfin historiens de l'assistance, de la justice et de l'enfermement, croisent leurs approches du lieu, de l'institution, de ses protagonistes, de sa mémoire, de ses représentations.

Car, d'emblée, il apparaît délicat de faire la part du mythe. Pourtant, Éric Pierre nous en avertit : le temps utopique de la colonie est en réalité très court. Si le romantisme philanthropique du retour à la terre marque la genèse de la colonie dans les années 1820-1840, si le modèle essaime au-delà des frontières, ce dont témoigne Jeroen Dekker évoquant son acclimatation néerlandaise, si l'architecture même relève de l'utopique hybridation du carcéral, de l'hospitaller et de la cité idéale, comme le signale Philippe Saunier, la colonie rurale devient vite, dans un contexte de transition industrielle et de protection accrue de l'enfance, un anachronisme institutionnel. Dès lors, expliquent Jacques Bourquin et Éric Pierre, son succès relève bien plus de l'habileté politique des membres de la Société paternelle (gestionnaire de l'institution), hommes de droit aguerris à la production de la loi, que de la pertinence du système, lequel tend à devenir de plus en plus étranger à la réalité socio-économique de la fin du XIX^{ème} siècle. Cette capacité des sociétaires à orienter les dispositifs législatifs, en 1898, en 1904 et en 1912, leur permet de capter de nouvelles catégories de population – enfants « en danger », pupilles rétifs de l'Assistance, enfants placés sous la tutelle de l'institution détournant le système de la « liberté surveillée » institué en 1912. Cependant, ni le mouvement général de restriction du travail juvénile, ni la sensibilité accrue à l'égard des violences infligées aux plus jeunes ne confortent ce modèle de la « réforme » brutale par le travail forcé. En outre, le caractère agricole de la colonie paraît relever d'un tropisme rural idéologique inadapté aux origines urbaines des populations qu'elle accueille. Ivan Jablonka nuance cette observation. L'enseignement agricole est, à Mettray, assez poussé (mais peut-être n'est-ce que pour une « élite » ?), constituant même un laboratoire du progrès agraire pour les campagnes environnantes, édifiées lors des

comices agricoles locaux par les techniques utilisées à la colonie. Néanmoins, reste le paradoxe, bien mis en évidence, de l'éducation des enfants des « pauvres démeritants » : les colonies doivent promouvoir un enseignement qui ne met pas en jeu la hiérarchie sociale.

Au mythe des origines répond en écho la légende noire de Mettray. Frédéric Chauvaud se plonge dans un épisode critique de la vie de la colonie, qui dévoile dès le début du siècle le scénario de son naufrage ultime : le « scandale de Mettray », en 1909, campagne de presse faisant suite au suicide d'un jeune de la Paternelle – section séparée accueillant les enfants placés sous le régime de la correction paternelle, issus de milieux plus aisés. Les primes années du siècle, explique-t-il, marquent une hésitation entre deux discours sur l'enfance irrégulière, entre répression des Apaches et indignation à l'égard de « l'enfance dans les fers ». Le contexte politique, qui voit laïcs et cléricaux mener une bataille ardue, n'y est pas indifférent. La colonie, qui fait montre d'une grande maîtrise de la communication élitaires au XIX^e siècle, révèle sa faiblesse face à l'émergence de l'opinion publique au XX^e siècle, comme l'analyse avec justesse Éric Pierre. Ce dernier indique également que les soutiens politiques des hommes de la Société paternelle s'étiolent face à l'émergence des partis de gauche au XX^e siècle. Avec les campagnes de presse auxquelles prennent part des hommes comme Henri Wallon ou René Zazzo, la mort de Mettray sous le Front populaire est concomitante de l'éveil de la gauche à la question de l'enfance déviante, qui incarnait jusqu'alors un repoussoir idéologique.

Évidemment, un tel recueil pâtit de l'ampleur du sujet étudié. Il laisse béantes certaines questions soulevées. L'expérience carcérale des jeunes détenus est ainsi complètement écartée, ainsi que l'attitude de leurs familles à l'égard de l'enfermement de leur progéniture. Est-ce faute de sources ? Si les dossiers individuels des jeunes de Mettray semblent avoir disparu (pour l'instant), la série BB¹⁸ des Archives nationales, faisant état des requêtes parentales à l'administration de la justice, permettrait sans doute d'éclairer les rapports familles-institution et de réfléchir au difficile problème de l'instrumentalisation des institutions correctionnelles par les classes populaires. De même, l'intuition foucauldienne bien restituée par Sophie Chassat, décrivant une prison sans barreaux ayant conquis, à travers l'exercice d'une subtile violence, l'assentiment de jeunes détenus incapables de résistance, mériterait d'être auscultée à travers

(3) Jenneke Christiaens,
*De geboorte van de jeugd-
 delinquent* [La naissance
 du jeune délinquant],
 Bruxelles, VUB Press,
 1999, 430 p.

(4) François Dubet,
Le déclin de l'institution,
 Paris, Le Seuil, 2002,
 421 p.

d'autres sources (témoignages, dossiers judiciaires ou rapports d'évasions). On s'apercevrait que la résilience – tout aussi subtile – des jeunes a pu altérer la belle géométrie disciplinaire, et que le sujet n'est pas « assujetti » dès lors que l'institution ne met pas en œuvre de techniques individuelles de contrôle des comportements. En effet, elle reste indifférente à l'éclosion des disciplines médico-pédagogiques, florissantes dans le premier XX^{ème} siècle, en Belgique par exemple.⁽³⁾ En outre, si cette publication ne répond pas complètement aux attentes qu'elle suscite, c'est aussi par manque de réflexion collective. Les différentes approches des contributeurs restent souvent étrangères les unes aux autres. Enfin, on aurait pu faire l'économie de vaines digressions généalogiques, architecturales et esthétiques, et éviter certaines lectures téléologiques de la naissance du métier d'éducateur.

Reste que le mérite de ce recueil est de cartographier le chantier historiographique que suscite Mettray, reine des institutions de correction pour mineurs. Il dévoile également les pièges d'un tel objet, indissociablement pris entre l'image qu'il projette et la réalité triviale de son fonctionnement pratique. Mettray incarne bel et bien cet âge d'or des institutions que constitue la grande séquence des années 1830-1939. Le second XX^{ème} siècle, par contre, consacre leur lent ébranlement, des scandales qui les affectent à la veille des grandes réformes législatives des années 1940-1950 jusqu'au mouvement anti-institutionnel des années 1960-1970. Leur renaissance récente, dans le champ de la protection de l'enfance, n'est sans doute qu'un artifice politique, qui témoigne bien plus de la difficulté des élites à comprendre les tensions qui traversent nos sociétés que de l'émergence de nouvelles « classes dangereuses » qu'il faudrait retrancher du corps social. Le temps de l'autisme des institutions fermées paraît bien révolu,⁽⁴⁾ pour autant que l'on fonde quelque espoir dans cette autre utopie – dont l'étymologie serait réconciliée avec sa réalité –, celle d'une assistance éducative *sans* lieu d'enfermement. La longue généalogie de cette « troisième voie » de la rééducation, après la prison et la colonie, mériterait également d'être retracée.

Vincent Peyre